

TROIS ORGANISMES

SE GROUPEMENT

POUR DÉNONCER

LA VIOLENCE

A KANESATAKE

MOHAWK COUNCIL OF ELDERS &
WORKING COMMITTEE OF KANESATAKE

4.01.02

LE CONSEIL MOHAWK DES AINÉS &
LE COMITÉ DE TRAVAIL DE KANESATAKE

Kanesatake April 27th 1994.

The Honourable Jean Chrétien
Prime Minister of Canada
Canadian Parliament
Centre Building, Room 309-S
Ottawa, Ontario. K1A 0A6

Honourable Prime Minister

During the month of March 1994 the children of grades 5 and 6 of Kanesatake Federal School were so concerned with the violence that is happening on the reserve that they decided to get involved in an anti-violence campaign.

Every children wrote a letter to Grand Chief Jerry Peltier and delegated three of their classmate to express their concerned to Grand Chief Peltier.

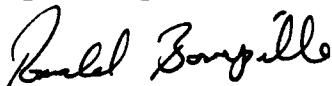
The children designed a button with the acronym "S.H.O.C.K." for "**STOP HURTING OUR COMMUNITY'S KIDS**".

When the children are afraid of gun shots to the point that "it is like they are holding the community hostage because the people are scared to walk on the road in the avenues", it is a real serious problem.

Although we disagree with the Indian Act we are forced to ask the Federal Government, by his trustee obligation towards the indians, to ensure the security of all the members of our Community; as of present we have no security whatsoever.

This is a very urgent matter that should not be neglected. In order to avoid very serious incidents the Federal Government must act very rapidly to bring peace back in our Community.

Very Truly Yours,



Ronald Bonspille, Chairman
Elders And Working Committee

c.c. Mr. Ronald Irwin, Minister of Indian Affairs
Mr. Lucien Bouchard, Chief Bloc Québécois
Mr. Claude Bachand, Indian Affairs Critics

P.O. BOX 135, KANESATAKE, QUEBEC, CANADA. J0N 1E0
TEL. (514) 479-8262 FAX. (514) 479-1789

WARNING: NO PUBLICATION IS PERMITTED WITHOUT WRITTEN AUTHORIZATION

ATTENTION: PUBLICATION NON PERMISE SANS AUTORISATION ÉCRITE

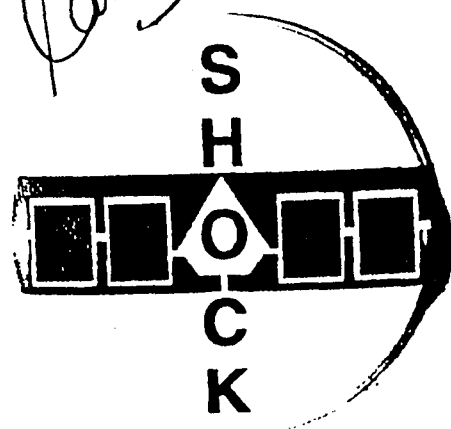
STOP HURTING OUR COMMUNITY'S KIDS

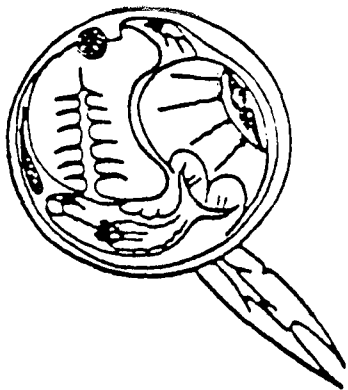
Dear Grand Chief Jerry Pelletier,

My name is [redacted] I'm concerned about the gun shots that are going on, on the avenues. The people have guns and take drugs and it is very scary. It is like they are holding the community hostage because the people are scared to walk on the road in the avenues. Every night I hear loud gun shots and it scares me. When I grow up I don't want to live in an environment like this. I hope you can do something about this soon.

[redacted]
March 17, 1994

Ronnie,
Mark said you were interested in reading some of the children's letters to Grand Chief Jerry Pelletier. We are very proud of their campaign against the violence that is happening on the reserve. As you no doubt know, they all designed a button (pamela) to go along with the acronym S.H.O.C.K.
Carol Bone





COMMUNAUTE

4.01.04

TEA8EAKENRAT

COMMUNITY

KANESATAKE - OKA

Kanesatake le 28 avril 1994.

Le Très Honorable Jean Chrétien
Premier Ministre du Canada
Parlement du Canada
Édifice du Centre, Pièce 309-S
Ottawa, Ontario. K1A 0A6

Monsieur le Premier Ministre,

Ma communauté est l'Alma-Mater de plus de 42% des membres de la Communauté Mohawk de Kanesatake.

Le 21 août 1991 le Conseil Mohawk de Kanesatake qui était grandement préoccupé pour la sécurité de ses membres émettait un communiqué qui indiquait: "A cause d'incidents récents impliquant un manque de respect de la Loi au plus haut degré, par quelques jeunes insouciant, le Conseil Mohawk de Kanesatake a reçu de nombreuses plaintes de la part de membres de notre communauté. Nous sommes maintenant très inquiets pour leur tranquillité d'esprit et leur sécurité."

Près de trois ans plus tard, le 15 avril 1994, c.a.d. il y a à peine deux semaines, le Conseil Mohawk de Kanesatake émettait un autre communiqué qui précisait: "Les coups de feu, les vols, le vandalisme, la violence et d'autres infractions graves contre les personnes et les propriétés ont atteint un point culminant et continuent de s'intensifier."

Comment est-ce concevable que le gouvernement fédéral soit impuissant à assurer la sécurité des citoyens vivant depuis des années dans des situations d'anarchie totale et comment est-ce possible que le gouvernement fédéral permette que ces citoyens soient privés des droits les plus fondamentaux reconnus par notre Constitution et par la Charte Canadienne des Droits et Libertés?

...../2

AFFILIE:
ALLIANCE AUTOCHTONE DU QUEBEC
CONSEIL NATIONAL DES AUTOCHTONES DU CANADA

AFFILIATED:
NATIVE ALLIANCE OF QUEBEC
NATIVE COUNCIL OF CANADA

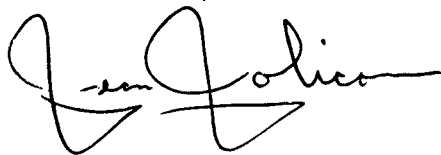
C.P. 190 KANESATAKE-OKA, QUEBEC, CANADA. J0N 1E0 TEL & FAX 514 479-6970

2/..... (Lettre au Très Honorable Jean Chrétien, le 28 avril 1994.)

Il est de votre devoir d'assumer vos responsabilités immédiatement avant que ayons à déplorer des situations regrettables et lourdes de conséquences.

Veillez agréer, Monsieur le Premier Ministre , mes salutations les plus distinguées.

LE PRÉSIDENT,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Jean Jolicoeur', with a stylized flourish at the end.

Jean Jolicoeur

c.c. M. Ronald Irwin, Ministre des Affaires Indiennes
M. Lucien Bouchard, Chef de l'Opposition
M. Claude Bachand, Critique aux Affaires Indiennes



chambre de commerce

4.01.06

KANESATAKE

chamber of commerce

Kanesatake le 26 avril 1994.

Le Très Honorable Jean Chrétien
Premier Ministre du Canada
Parlement du Canada
Édifice du Centre, Pièce 309-S
Ottawa, Ontario. K1A 0A6

Monsieur le Premier Ministre,

Depuis plus de deux ans j'occupe le poste de président de la Chambre de Commerce de Kanesatake qui regroupe plus de 80% des entreprises autochtones de Kanesatake.

Au sortir de la Crise d'Oka de l'été 1990 il était évident que nos commerces serait grandement affectés par cette crise et qu'il fallait tout mettre en oeuvre pour la relance économique et je me suis attaqué à cette tâche en y déployant toute mon énergie.

Malheureusement tous les commerces ont continués a périlclités principalement dû à l'incurie du gouvernement fédéral qui a refusé d'appliqué les correctifs nécessaires que notre organisme avait proposés:

- Réinstallé la sécurité de la population; nos clients désertent nos commerces parce qu'ils sont accueillis par des décharges de fusils mitrailleurs.
- Donner suite à nos recommandations sur l'utilisation des maisons achetées par le gouvernement fédéral au lieu de favoriser l'anarchie et la désobéissance civile que nous subissons actuellement.
- Les fonds que le Conseil de Bande a reçus pour le développement économique de la Communauté sont continuellement détournés; le gouvernement fédéral ne doit plus toléré cette pratique qui empêche toute reprise économique.

...../2

2/..... (Lettre au Très Honorable Jean Chrétien, le 26 avril 1994)

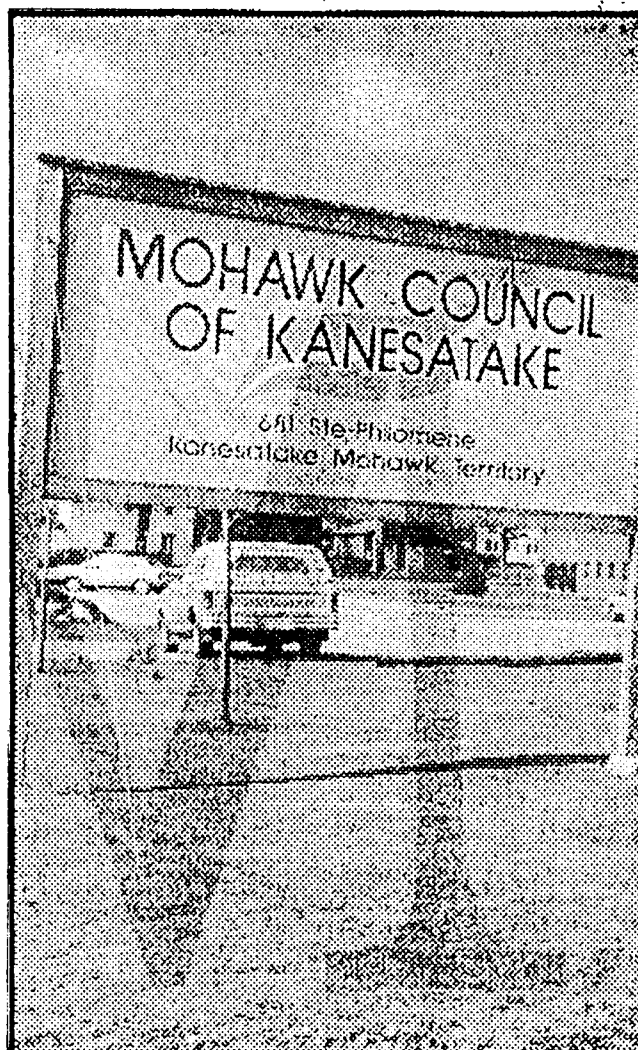
Nous vous demandons de redonner à notre communauté la sécurité et les moyens nécessaires pour que celle-ci puisse revivre avec un minimum de décence.

Veillez agréer, Monsieur le Premier Ministre, mes meilleures salutations.



Roger Simon
Président

c.c. M. Ronald Irwin, Ministre des Affaires Indiennes
M. Lucien Bouchard, Chef de l'Opposition
M. Claude Bachand, Critique aux Affaires Indiennes



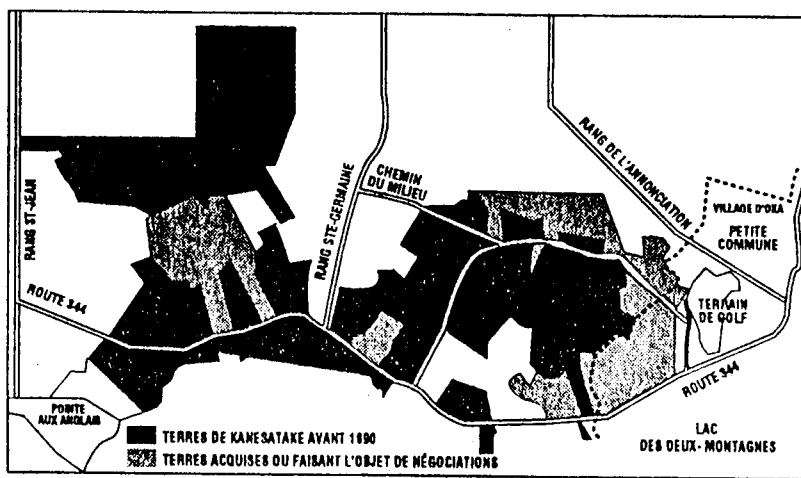
À Kanesatake, le fil est coupé entre les dirigeants et une partie de la population.

L'illégalité pour lutter contre le crime

LA PRESSE, MONTRÉAL, MARDI 3 MAI 1994

■ Au printemps 90, des Mohawks de Kanesatake dressaient un tout petit barrage sur un tout petit chemin de terre pour protester contre l'agrandissement du golf d'Oka. On connaît la suite: une crise qui se prolongera jusqu'à l'automne et dont l'onde de choc n'est toujours pas résorbée. Une crise qui aura eu au moins un mérite: celui de mettre sur la carte politique une réalité que le Québec avait jusqu'alors ignorée, celle des quelque 13 000 Mohawks vivant sur son territoire.

Où en sont les Mohawks quatre ans plus tard? *La Presse* a passé plusieurs jours au cours des dernières semaines à Kahnawake, Akwesasne et Kanesatake, les trois territoires où est concentrée leur population. Nous en tirons trois portraits que nous publions aujourd'hui, demain et jeudi.



UN REPORTAGE D'AGNÈS GRUDA PHOTOS PIERRE MCCANN

Kanesatake est la plus petite des trois communautés: un millier de Mohawks, sur les 1 700 membres de la bande, habitent les terres indiennes éparpillées à l'intérieur et en «banlieue» du village d'Oka.

Attention: Kanesatake n'est pas une réserve. C'est un territoire indien en forme de cassette-tête, sorte de damier rouge et

blanc, produit d'une histoire troublée.

C'est vers 1720 que les premiers Mohawks se sont installés dans un village algonquin, près du lac des Deux-Montagnes. Leurs relations avec les Pères Sulpiciens, qui leur refusaient toute exploitation commerciale du territoire, ont été tendues dès le début. Chicanes, procès, arrestations, révoltes: l'été 90 aura été l'aboutissement d'un long et douloureux affrontement, que Kanesatake n'arrive pas à oublier...

Des craintes confirmées

Le bulletin du 15 avril confirme ces craintes. Il ne précise d'aucune manière comment le conseil de bande va s'y prendre pour identifier les coupables et laisse toute la place à l'arbitraire. Quant à la sanction prévue, elle est simplement illégale. La Ligue des droits et libertés craint que l'action anti-crime du Conseil de bande n'accroisse le climat d'insécurité qui règne déjà à Kanesatake.

«L'assistance sociale est une allocation d'ultime recours, elle est incessible et insaisissable», explique M. Claude Michaud, responsable des communications au bureau québécois du ministère fédéral des Affaires indiennes. Autrement dit, les chèques de bien-être social ne peuvent être cédés à personne d'autre que leur destinataire, pas plus qu'ils ne peuvent faire l'objet d'une saisie. Seul un document signé de gré à gré peut autoriser l'État à y opérer des retenues. Le bulletin du conseil de bande n'en fait aucune mention.

Kanesatake a connu récemment une vague de vols dans les locaux dispensant ses services publics. Selon plusieurs personnes rencontrées dans la communauté, un gang de jeunes adultes que l'on estime à une vingtaine, peut-être une trentaine, est à l'origine de cette vague de méfaits. «Ce ne sont pas de mauvais gars», dit Ronnie Bonspile, propriétaire d'un service d'ambulance qui a personnellement tenté de désarmer le groupe. «Mais depuis la fin du commerce des cigarettes, ils n'ont rien à faire, ils s'ennuient.»

En mars, l'école primaire de Kanesatake a entrepris une campagne, intitulée SHOCK (Stop Hurting Our Community Kids), pour faire pression sur le conseil de bande et l'inciter à combattre la délinquance.

Je suis en cinquième année, écrit un élève dans une des nombreuses lettres envoyées au grand chef Jerry Peltier. Je voudrais être capable de marcher dans la montagne sans avoir peur de me faire tirer dessus. J'aimerais aussi être capable d'aller en bicyclette chez mes amis sans avoir peur de me faire frapper par un automobiliste saouil. Je vous demande de faire quelque chose avec ces idiots sur la réserve qui dérangent tout le monde.

Le chef Peltier a décidé d'employer les grands moyens...

